

chefs indiens au cours des prochaines semaines, et je me tiens au courant à tous les jours du développement de la situation.

M. Laprise: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PREMIER MINISTRE ET LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS

[Français]

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache en quelque sorte à celle du député de Surrey-White Rock. Elle porte sur la politique du premier ministre, qui consiste à faire des observations directes à d'autres chefs d'État. Le premier ministre croit-il qu'il soit utile de s'adresser directement à d'autres chefs d'État? Comme dans le cas de l'incident d'Amchitka, le premier ministre a-t-il présenté des instances directes au président des États-Unis à propos de la surtaxe de 10 p. 100? Si oui, qu'en est-il?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, pour la dernière partie de la question, la réponse est non. Je ne suis pas intervenu personnellement, mais le reste de ma réponse est essentiellement la même. J'ai lieu de croire que les Américains, y compris le président, sont bien au courant de la position du Canada. Pour ce qui est de la question du député de Surrey-White Rock, je crois savoir aussi que le président n'a pas encore donné le feu vert aux essais.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Compte tenu de la réponse du premier ministre, la Chambre et le pays peuvent-ils présumer qu'il attendra de rencontrer le président le printemps prochain pour aborder la question de la surtaxe et celle de l'incident d'Amchitka.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LE DÉPLACEMENT D'AUTOCHTONES POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA BAIE JAMES—LES ENTRETIENS AVEC QUÉBEC

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: L'honorable député d'Abitibi désire poser une question supplémentaire à celle qu'il a posée il y a un moment.

M. Laprise: Monsieur l'Orateur, je désire demander à l'honorable ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien si le gouvernement fédéral a lui-même fait des offres quelconques de dédommagement aux Indiens de cette région.

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, nous n'en sommes pas encore à ce stade à ce moment-ci. Nous

[L'hon. M. Chrétien.]

sommes à discuter avec le gouvernement provincial, et le gouvernement désire s'entretenir avec les Indiens. Lorsque la situation sera clarifiée, nous pourrons faire au Parlement les recommandations qui s'imposent.

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je préviens les députés qu'il nous faudra limiter le nombre des questions supplémentaires, car la période des questions achève. Je vais donner la parole au député de Winnipeg-Nord et tenter, après cette question supplémentaire, de procéder le plus rapidement possible.

LE DÉPLACEMENT D'AUTOCHTONES POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA BAIE JAMES—LA QUESTION DE L'AIDE TECHNIQUE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien nous dirait-il si son ministère est disposé à aider les Indiens à qui le projet d'aménagement de la baie James pourrait porter préjudice, en leur fournissant l'aide technique dont ils ont besoin pour pouvoir traiter sur un pied d'égalité avec le gouvernement du Québec dans cette affaire?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, nous avons l'intention, autant que faire se pourra, d'aider les Indiens à poursuivre ces négociations, et je dois dire qu'il existe un comité dont font partie les représentants des gouvernements fédéral et provincial, ainsi que des Indiens, comité qui se réunit assez régulièrement, et nous avons l'intention d'utiliser ce mécanisme pour les Indiens.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS—LES AGRICULTEURS ET LES PETITS COMMERÇANTS ET LE BILL RELATIF AU SOUTIEN DE L'EMPLOI

[Traduction]

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Avec votre permission, monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Lors des entretiens avec les divers secteurs de l'économie ou dans les instances faites au sujet de la surtaxe, a-t-on entendu ou invité à se faire entendre les représentants des diverses sphères agricoles et les petites entreprises que frappe cette surtaxe? Le ministre voudrait-il en ce moment ou au cours de son discours nous informer si ces deux secteurs auront droit à une indemnisation en vertu du projet de loi?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): En accueillant les délégations, trois ou quatre ministres se sont vraiment partagé la tâche. Le ministre de l'Agriculture, tout comme le ministre du Travail, a reçu les instances du groupe avec lequel il est lié de plus près que je ne le suis moi-même. Mais la Direction des aliments de mon ministère se tient en contact étroit avec le groupe d'alimentation et elle a reçu des instances de ce genre. La question semble comporter un autre aspect que je n'aborderai pas maintenant.